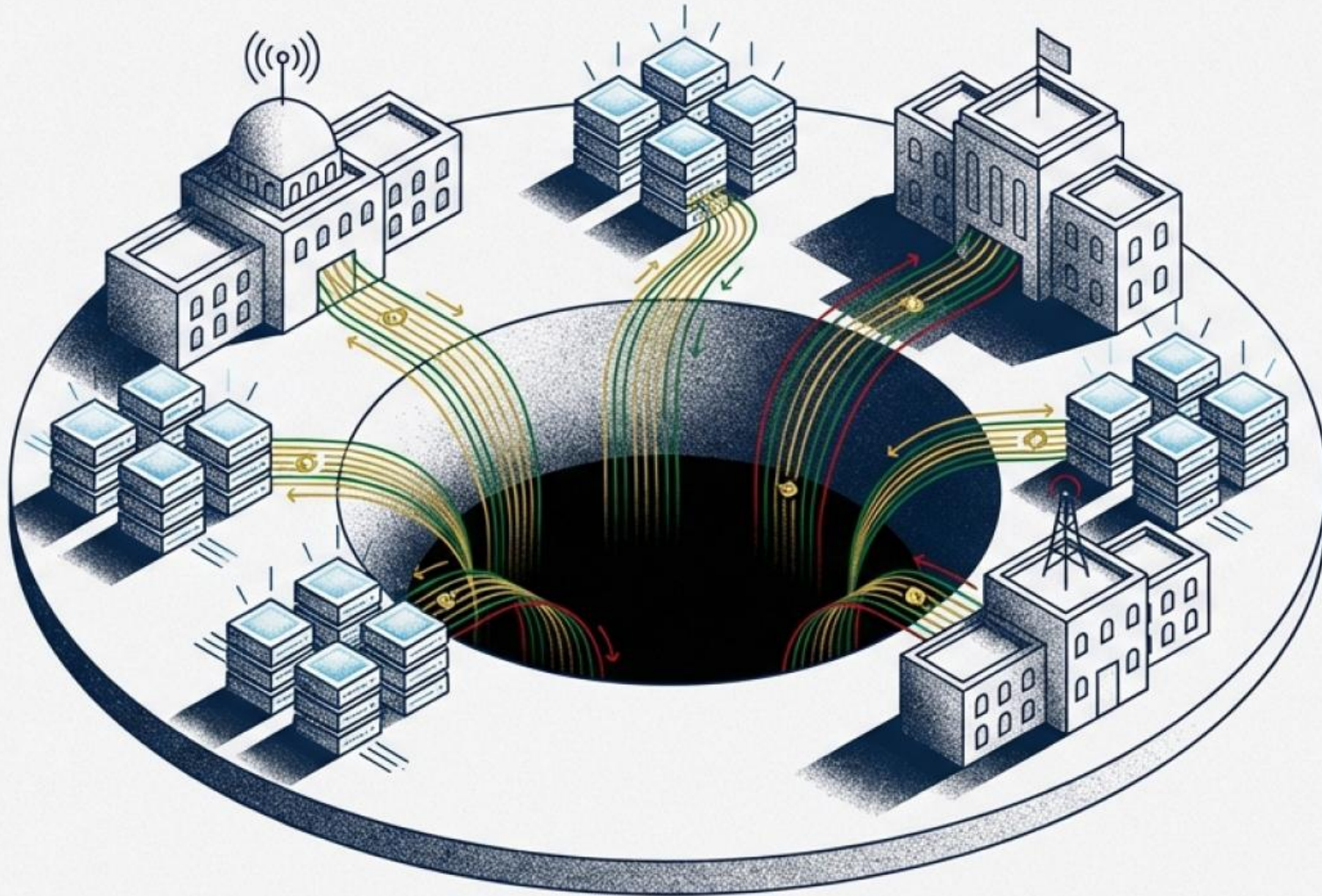
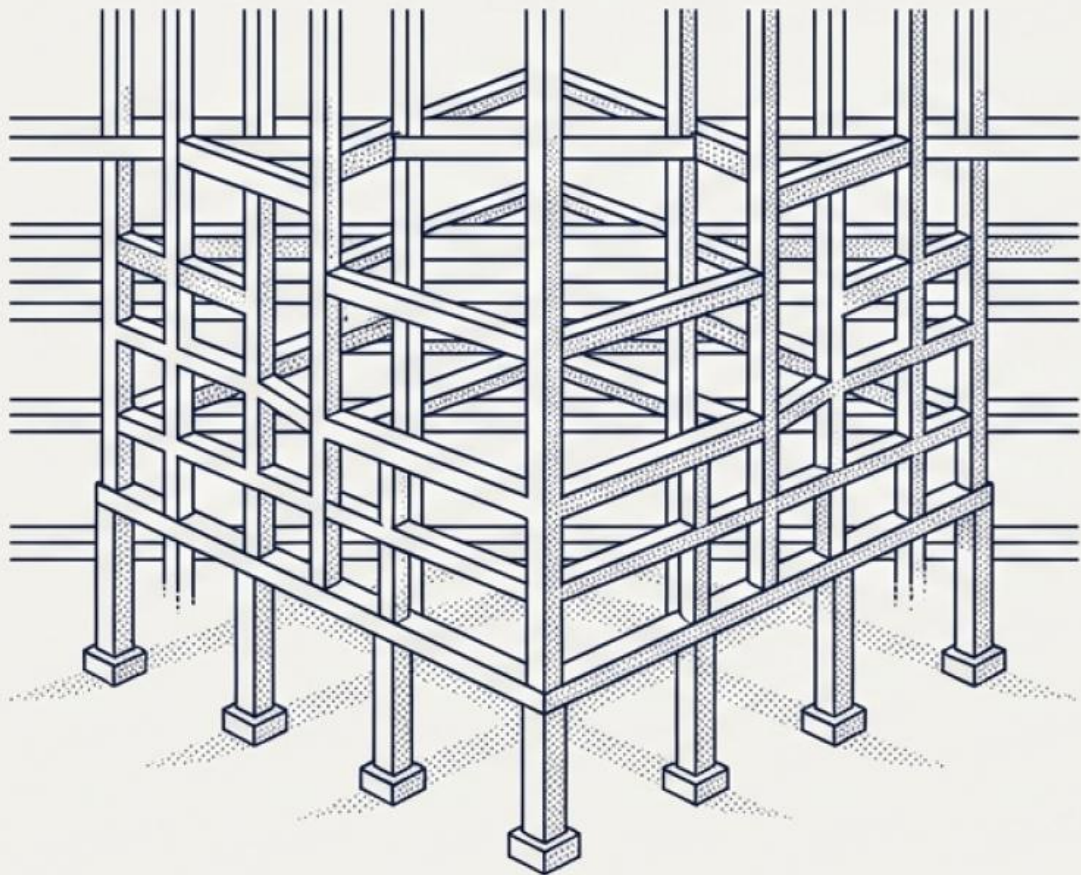


Contrats informatiques : le trou noir des finances publiques

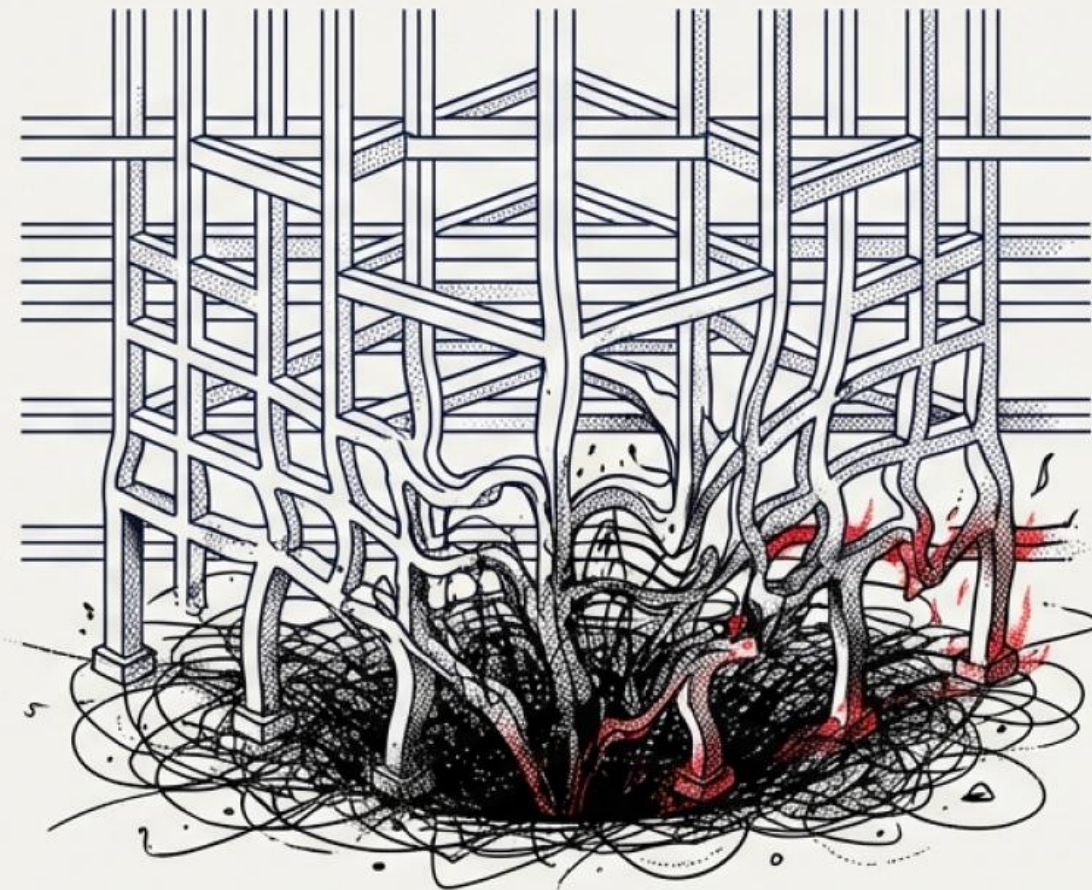


L'hypothèse du néant : rationalité contre réalité

Rationalité bureaucratique



Néant budgétaire



Le paradoxe

L'appareil d'État, garant de la rationalité, s'abîme dans le néant dès qu'il touche un clavier.

Le diagnostic

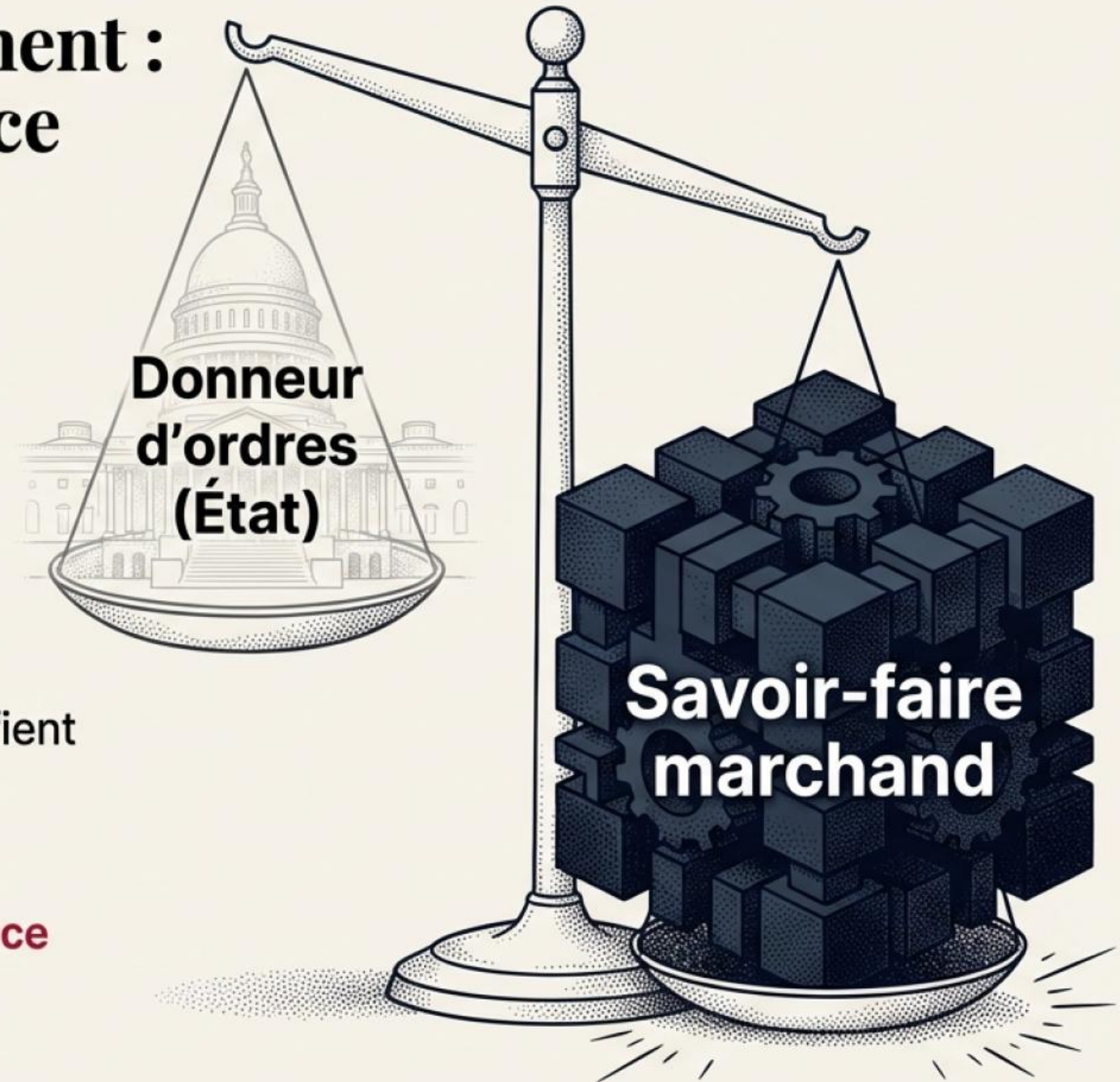
Ce n'est pas un accident, mais le résultat organique d'une incurie systémique.

La dynamique

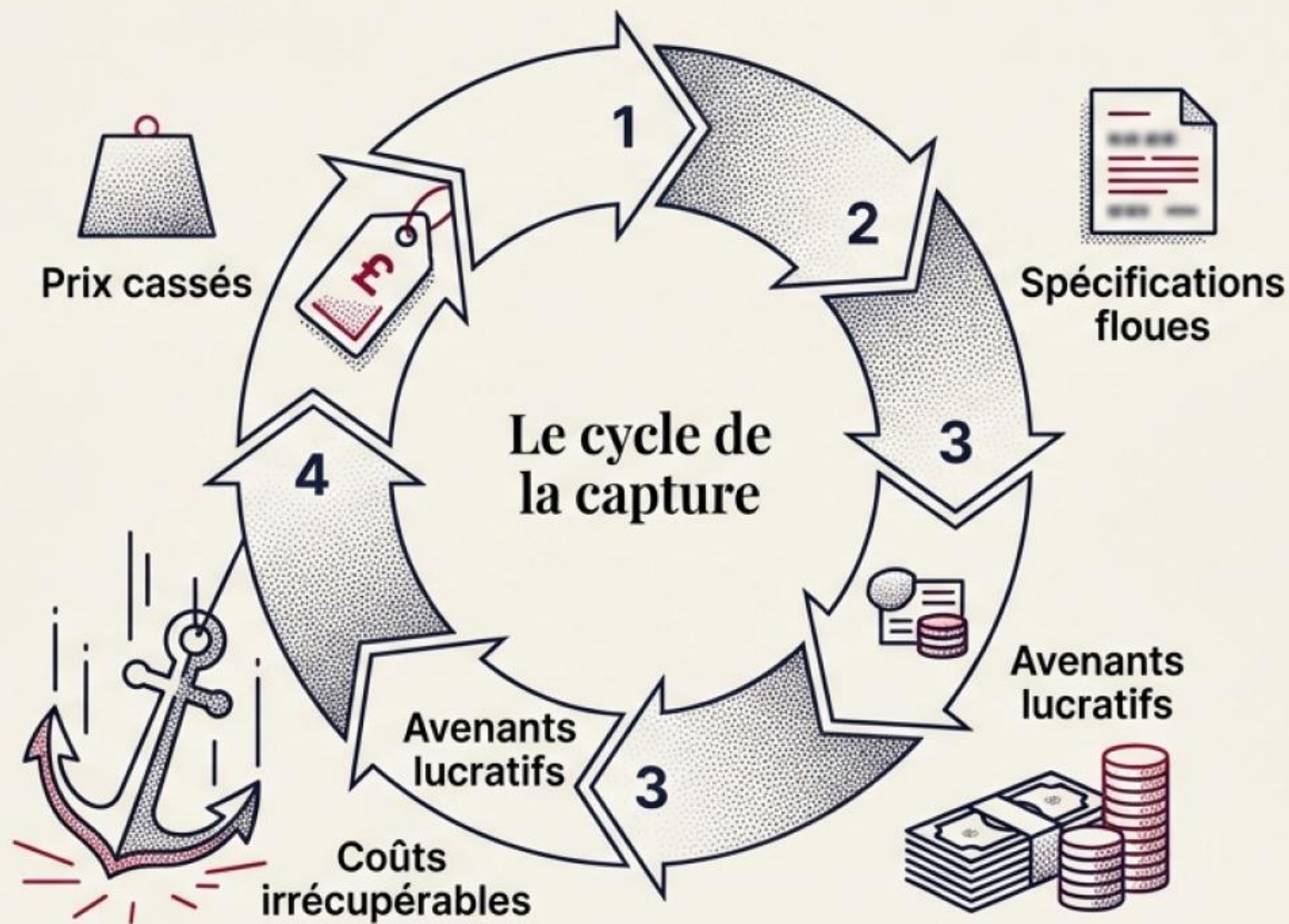
La rencontre fatale entre l'incompétence technique des fonctionnaires et la voracité prédatrice des firmes de services numériques.

Le moteur de l'effondrement : l'asymétrie de compétence

- **L'otage de l'ignorance** : l'État signe des chèques en blanc, incapable de déceler les failles techniques avant qu'il ne soit trop tard.
- **La déconnexion** : les fonctionnaires, déconnectés
La déconnexion : les fonctionnaires, déconnectés de la réalité du code, se fient à des firmes qui facturent le moindre changement de virgule.
- **Le résultat : le triomphe de l'impuissance publique face à l'expertise privée.**



La capture contractuelle : sous-tarification et coûts irrécupérables



Le piège du « low-balling »

Les prestataires remportent les appels d'offres avec des prix irréalistes, sachant que les flous du contrat permettront de multiplier les factures plus tard.

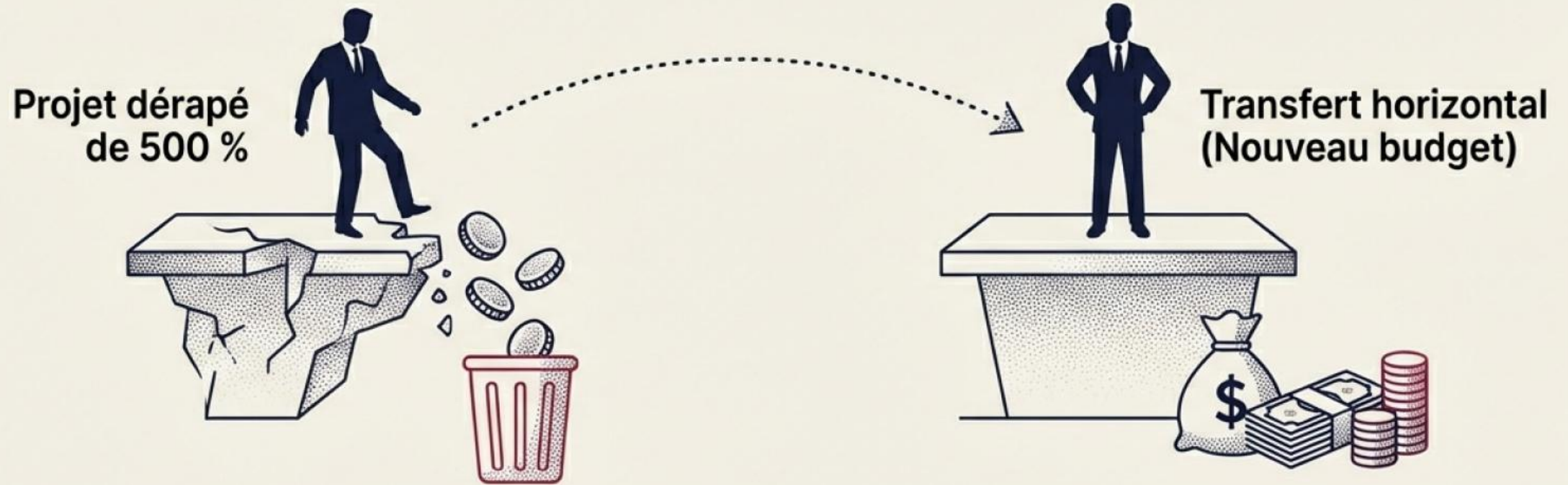
La symbiose malsaine

Une fois les premiers millions investis, l'État refuse de débrancher la machine (biais des coûts irrécupérables).

Le parasite

Le prestataire maintient l'hôte en vie juste assez longtemps pour drainer les ressources.

L'absence de responsabilité : l'impunité structurelle



- **La récompense de l'échec :** personne n'est licencié. Les responsables sont transférés pour reproduire leurs erreurs ailleurs.
- **L'argent infini :** le budget est perçu comme une ressource inépuisable plutôt que comme une responsabilité morale envers le citoyen payeur.
- **La complaisance :** des pénalités de retard dérisoires face aux profits générés par les extensions de contrat.

Canada et France : la paralysie centralisée

Canada (Phénix)



Milliards de plus
que prévu

En voulant centraliser pour économiser, l'État a engendré un monstre ingérable.

France (Dossier Médical Partagé)



Vaisseau
fantôme

L'incurie se pare de noblesse administrative. On multiplie les comités de pilotage pendant que le compteur tourne.

Le point commun



On discute de la forme du bouton alors que le moteur a déjà fondu.

Angleterre et Italie : hubris et fragmentation

Angleterre (NHS)



10 milliards
de livres
sterling

L'échec de l'hubris technologique.

On a tenté de forcer la réalité clinique (vivante et rebelle) dans des cases logiques rigides.

Italie



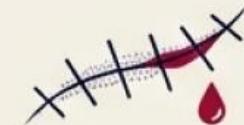
Fragments
incompatibles

Le saupoudrage inefficace.

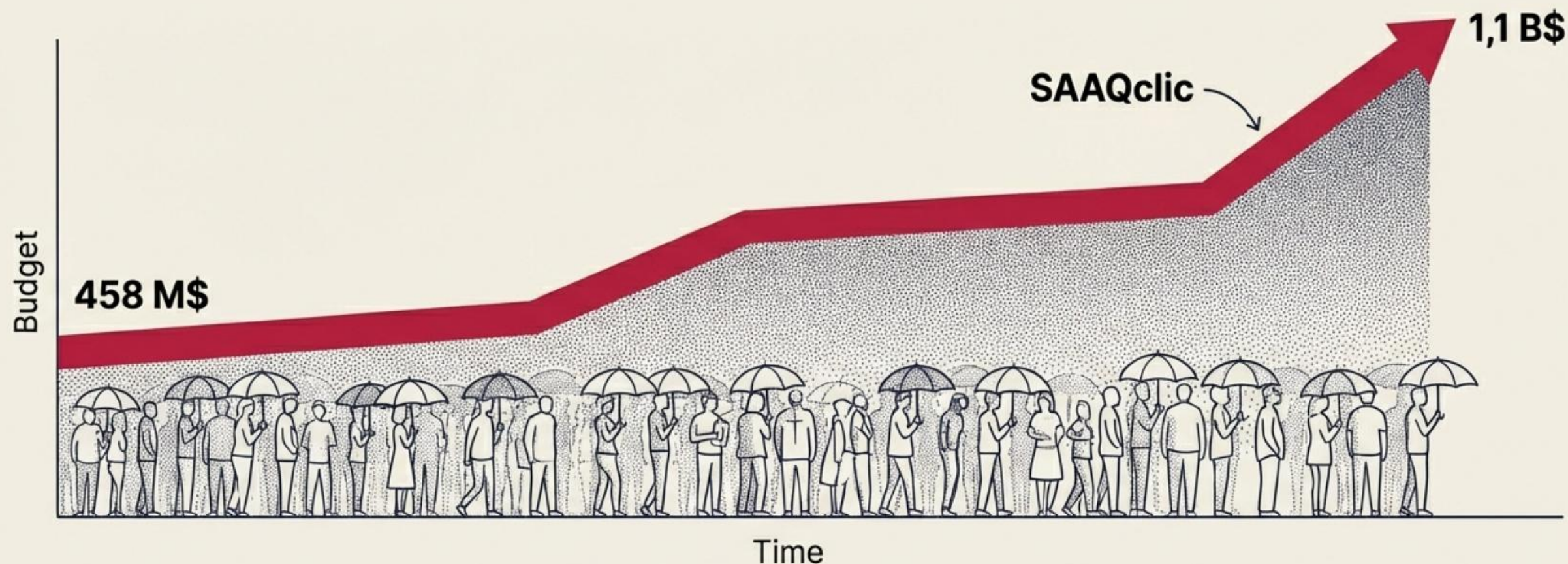
On achète des solutions neuves qui ne tournent pas sur les serrures rouillées de la bureaucratie locale.

Le résultat

Une cicatrice budgétaire qui saigne encore.



Québec : le coût de la panique administrative



SAAQclic

Le trou noir a cessé d'être une abstraction pour devenir une file d'attente sous la pluie.

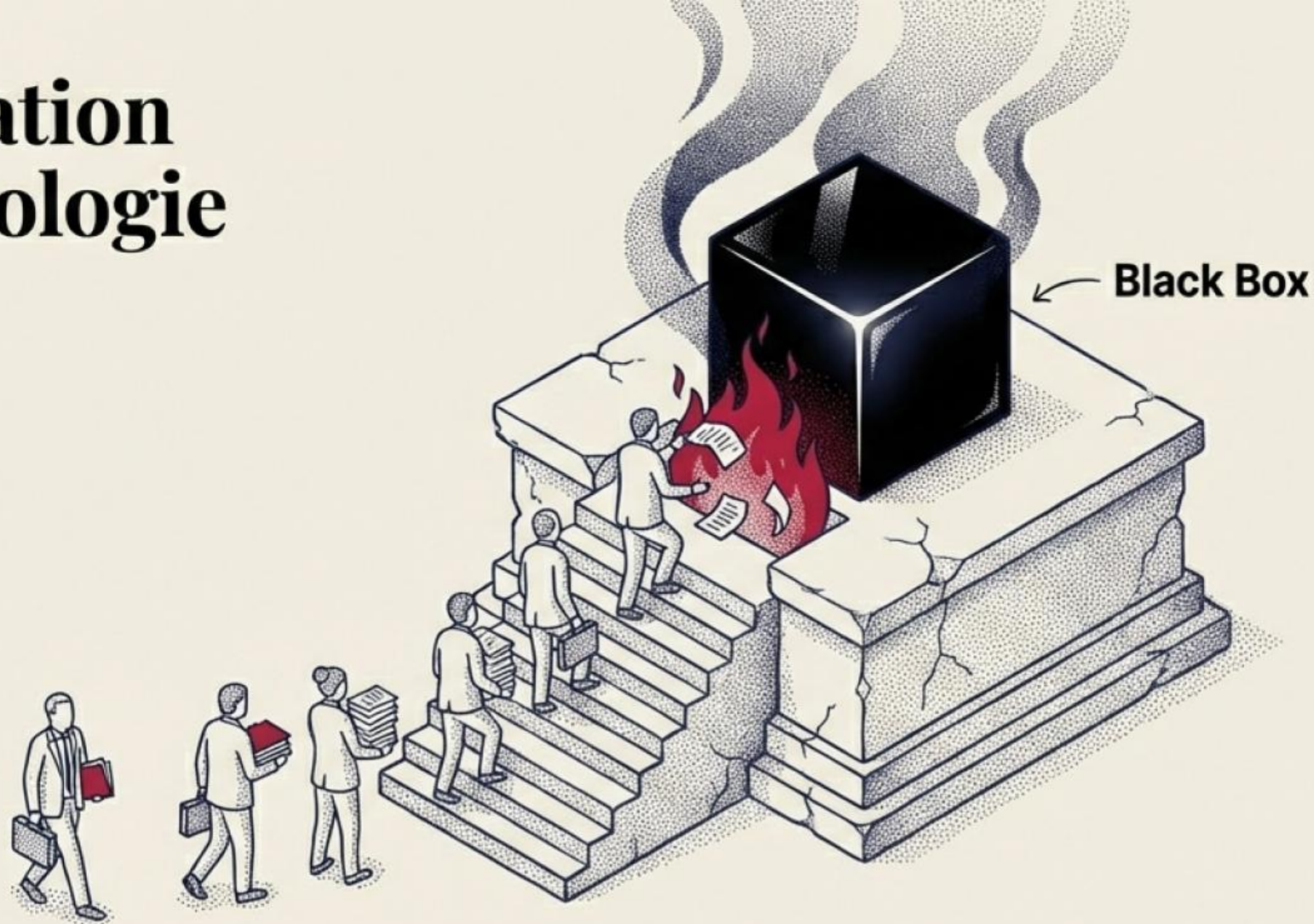
L'humiliation

L'État paie le prix fort (heures supplémentaires, personnel de secours) pour éteindre un incendie allumé par précipitation idéologique.

Le constat

Le coût de la panique dépasse souvent le coût de la technologie elle-même.

La fétichisation de la technologie



La pensée magique

Croire qu'un algorithme va résoudre le désordre managérial.

La réalité

Un mauvais processus numérisé reste un mauvais processus, mais coûte dix fois plus cher à maintenir.

L'alibi

La technologie devient le voile pudique jeté sur la désorganisation et l'inaction des services de l'État.

Le silence des barricades : l'abstraction du désastre



Incarnation (10 cents)



Abstraction (1 milliard)

Le tangible contre le gazeux

Le citoyen s'enflamme pour le prix de l'essence (quotidien) mais reste de marbre face à un contrat informatique (invisible).

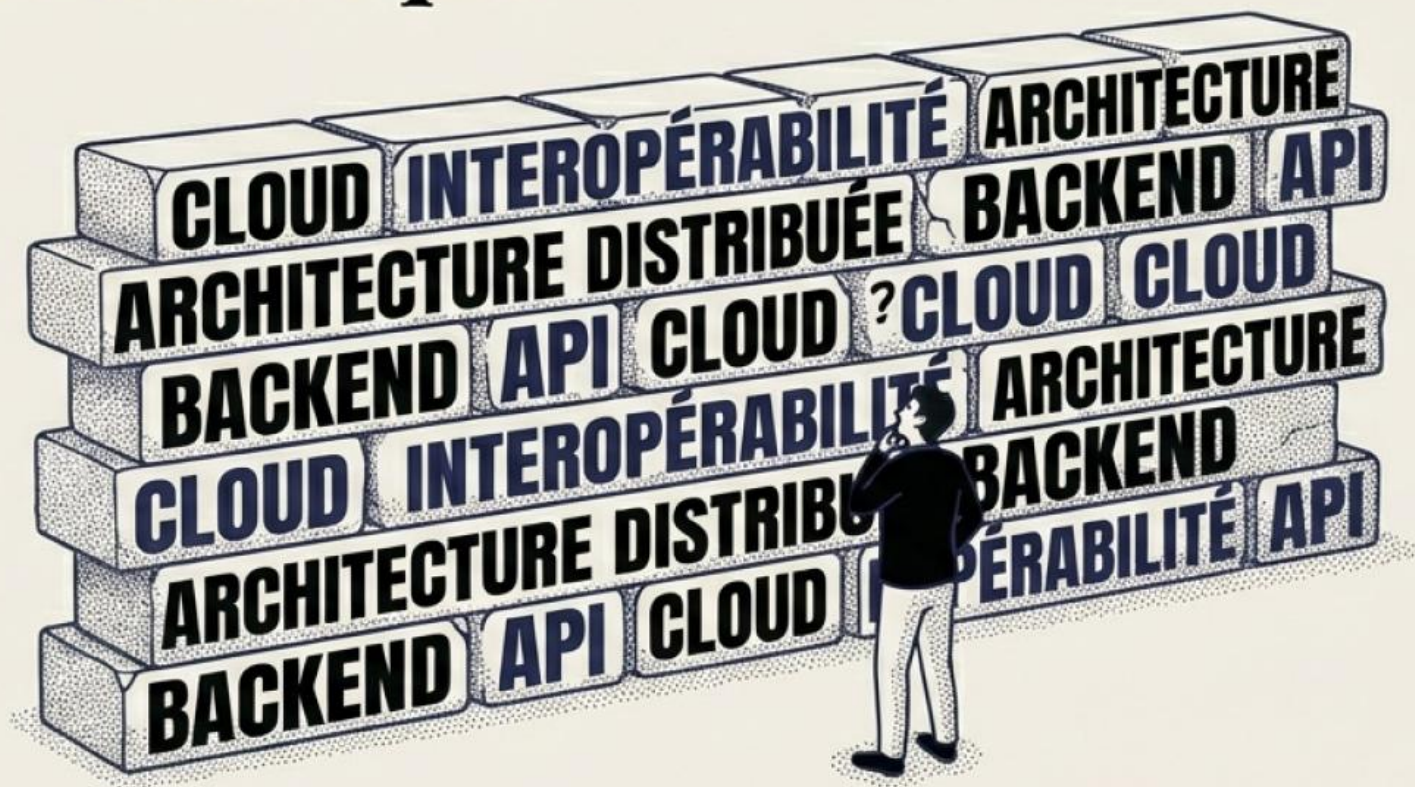
L'absence de méchant

Pas de cible claire pour la colère. La faute est diluée entre le ministre, le fonctionnaire et le consultant anonyme.

Le manque de récit

L'incurie informatique est aride et manque de la poésie nécessaire pour mobiliser les foules.

Le complexe d'incapacité et le jargon technique



La honte de l'ignorant

Le citoyen se sent légitime pour parler de forêt, mais pas d'informatique.

Le répulsif

Le jargon technique (cloud, architecture) agit comme une barrière psychologique à la révolte populaire.

L'anesthésie

« C'est trop complexe, ils savent ce qu'ils font. » En réalité, personne ne tient la barre.

De l'État-stratège à l'État-client



État-stratège



État-client



État-victime

La dépossession

Le ministre ne décide plus, il « implémente ». C'est une fin de règne pour la souveraineté de l'État sur ses outils.

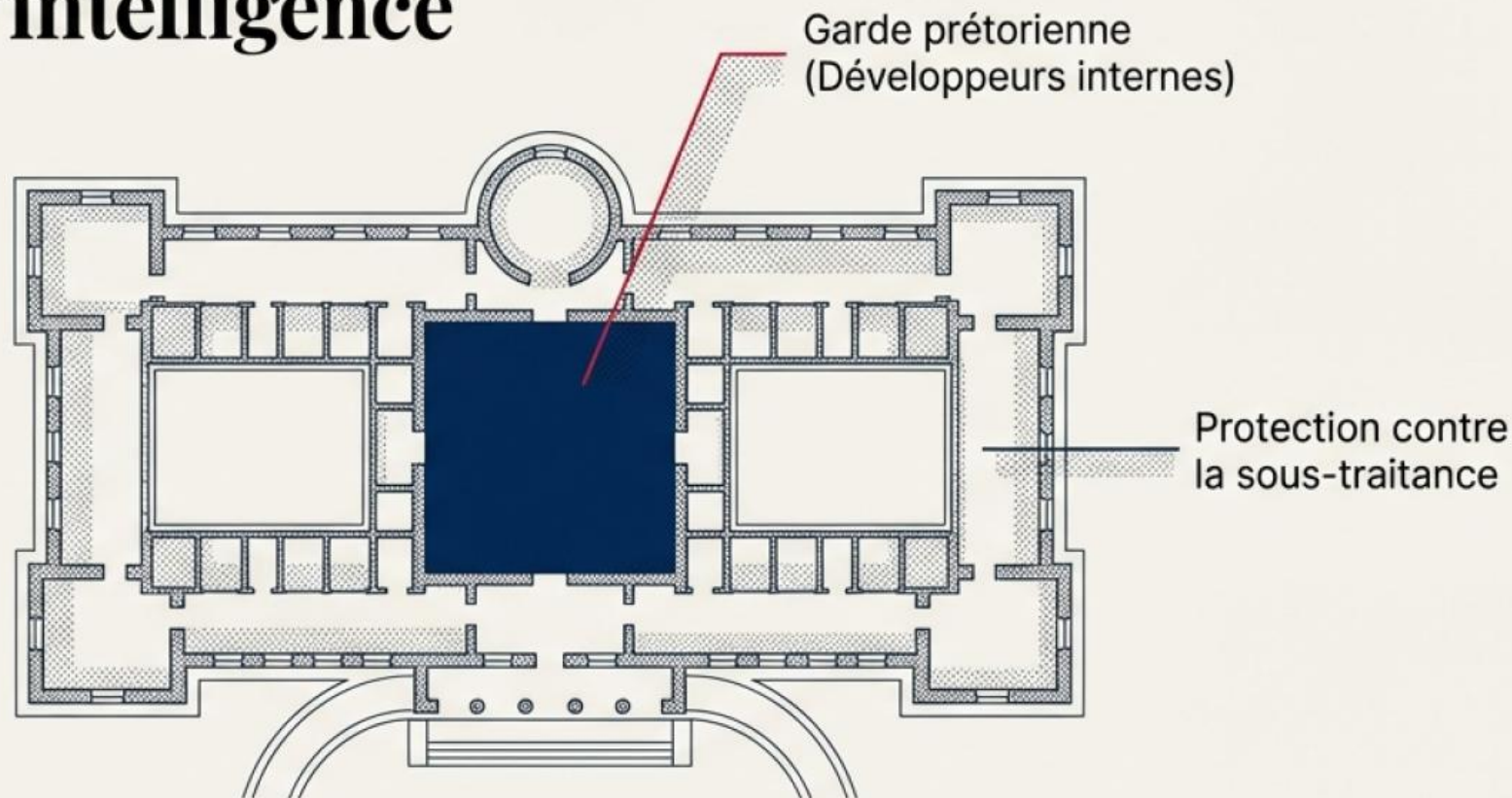
Le pantouflage

Une complaisance structurelle où les décideurs publics sont souvent les futurs cadres des firmes qu'ils embauchent.

L'aveuglement organisé

En externalisant ses cerveaux depuis trente ans, l'État a organisé son propre oubli.

La seule issue : réinternaliser l'intelligence



La garde prétorienne

Nécessité absolue de rebâtir une équipe interne de développeurs et d'architectes de haut niveau.

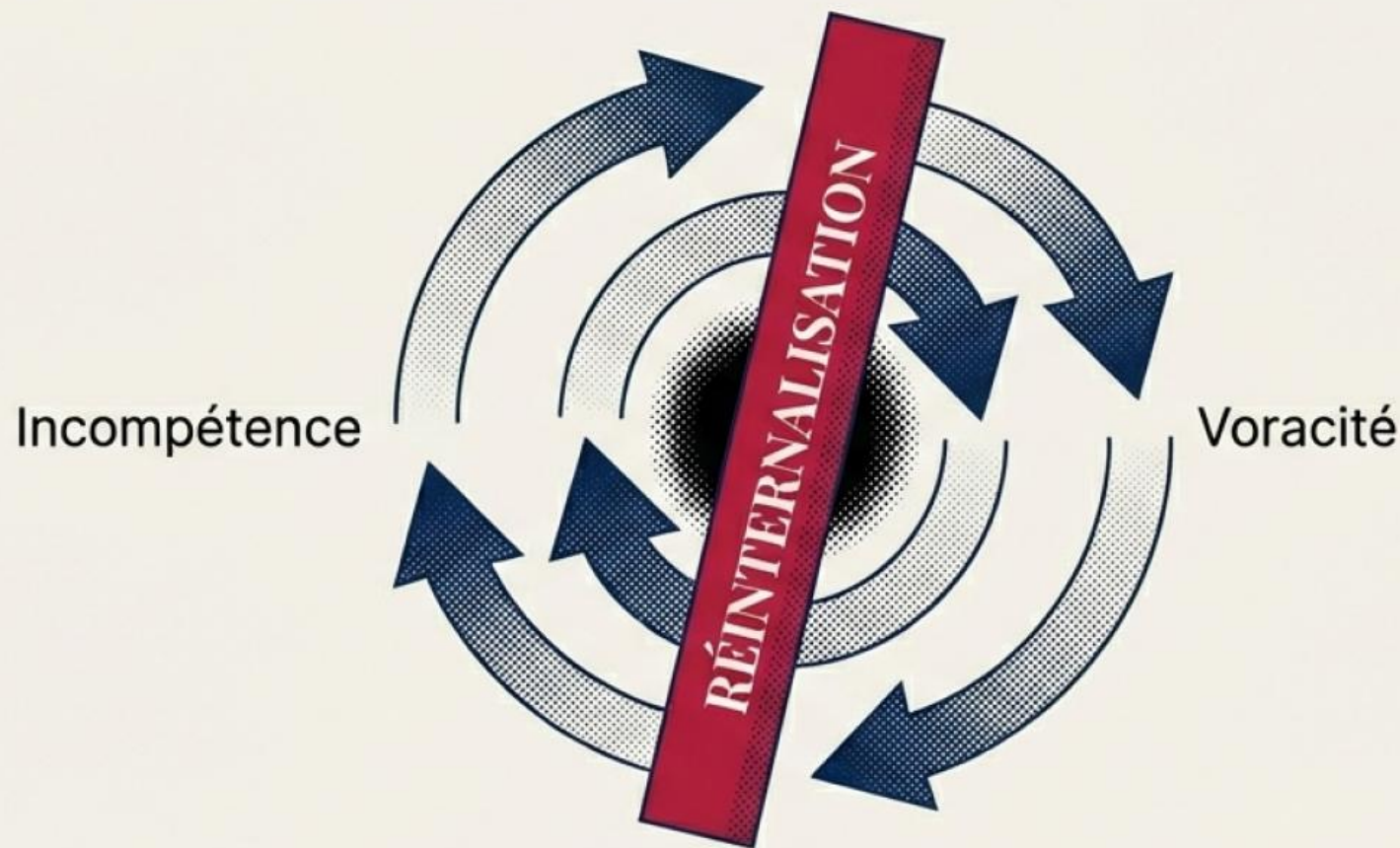
La reprise de contrôle

L'État doit cesser d'être un gestionnaire de contrats impuissant pour redevenir juge de la qualité technique.

L'objectif

Ne plus financer des architectures fantômes et cesser d'être la vache à lait de l'industrie numérique.

Synthèse : fermer le trou noir



Le constat

L'incurie est le crime parfait, trop technique pour être compris, trop diffus pour être puni.

Le mécanisme

Une fuite en avant budgétaire alimentée par le biais des coûts irrécupérables.

L'urgence

Tant que la compétence ne sera pas rallumée au sommet, le trou noir continuera de s'étendre.